Numéro du rôle : 4306
Arrêt n° 142/2008 du 30 octobre 2008

A R R E T

En cause : la question préjudicielle relative à l'article 111 du décret de la Communauté française du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, posée par le Conseil d'Etat.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, et des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* * *

I. *Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par arrêt n° 174.741 du 20 septembre 2007 en cause de Valérie Embrechts contre la Communauté française, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 9 octobre 2007, le Conseil d'Etat a posé la question préjudicielle suivante :

« Le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné en ce qu'il délègue, en son article 111, au Gouvernement de la Communauté française le pouvoir de réglementer par voie d'arrêté la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la déclaration en perte partielle de charge, la réaffectation des membres du personnel mis en disponibilité et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente, ne viole-t-il pas l'article 24, § 5, de la Constitution qui attribue au décret ou à la loi la compétence en matière d'organisation, de reconnaissance ou de subventionnement de l'enseignement par la Communauté française dans la mesure où la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial sont des matières qui relèvent de l'organisation et du subventionnement de l'enseignement par la Communauté française ? ».

Des mémoires et des mémoires en réponse ont été introduits par :

- Valérie Embrechts, demeurant à 5571 Wiesme, Maisoncelles;
- le Gouvernement de la Communauté française.

A l'audience publique du 24 juin 2008 :

- ont comparu :

. Me D. Wagner, qui comparaisait également *loco* Me L. Rase, avocats au barreau de Liège, pour Valérie Embrechts;

. Me B. Trachte *loco* Me P. Levert, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Communauté française;

- les juges-rapporteurs R. Henneuse et E. Derycke ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *Les faits et la procédure antérieure*

Devant le Conseil d'Etat, Valérie Embrechts, institutrice maternelle, demande l'annulation de la décision de la commission régionale de réaffectation de la Communauté française du 20 octobre 2000 (modifiée le

27 octobre 2000), qui désigne Denyse Poncin pour occuper, par réaffectation, un emploi d'institutrice maternelle dans un établissement dans lequel la requérante exerçait, depuis 1991, ses fonctions à titre temporaire.

La requérante ayant soulevé la question de la compatibilité, avec l'article 24, § 5, de la Constitution, de la délégation portée par l'article 111 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, le Conseil d'Etat interroge la Cour dans les termes exposés ci-dessus.

III. *En droit*

- A -

La requérante devant le juge a quo

A.1.1. Après un rappel des faits, le mémoire expose le contexte légal et réglementaire du dossier.

Il relève notamment que les articles 30 et 40 du décret précité du 1er février 1993 confèrent au seul pouvoir organisateur, à l'exclusion de la Communauté française, la compétence de procéder aux désignations, à titre temporaire et à titre définitif, des membres de son personnel enseignant; par ailleurs, l'article 111 du même décret du 1er février 1993 procède à une délégation de compétence au Gouvernement de la Communauté française en matière de mise en disponibilité et de réaffectation, laquelle a été mise en œuvre par l'arrêté du 28 août 1995 « réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial ».

La requérante devant le juge *a quo* souligne que, dès lors que les règles relatives à la délégation sont de stricte interprétation, l'arrêté précité ne peut déroger au décret du 1er février 1993 en ce qu'il règle l'organisation, la reconnaissance et le subventionnement « et ce dans le respect de l'article 24, § 5, de la Constitution ».

A.1.2. Le mémoire poursuit en observant que, par application de l'arrêté du 28 août 1995, c'est en réalité la Communauté française, par l'intermédiaire de la commission de réaffectation, qui désigne elle-même - comme dans l'hypothèse soumise au juge *a quo* - le membre du personnel à engager dans l'enseignement libre subventionné, dans l'hypothèse d'une réaffectation liée à une mise en disponibilité.

Ce faisant, la Communauté française violerait les articles 30 et 34 du décret du 1er février 1993 : l'article 30, en empiétant sur les compétences que cette disposition octroie aux pouvoirs organisateurs et l'article 34, en imposant la désignation de Denyse Poncin sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995, en violation de la priorité à l'engagement que la requérante puise dans les règles décrétales. Il s'en suivrait que l'arrêté du 28 août 1995, en ce qu'il a pour effet de donner compétence à la Communauté française de désigner les membres du personnel enseignant dans l'enseignement libre subventionné, « est contraire aux règles de répartition des compétences » et « viole le décret du 1er février 1993 ».

A.2.1. Le mémoire renvoie ensuite à l'argumentation développée par la Communauté française devant le juge *a quo*, et notamment à l'arrêt de la Cour n° 130/98; la Communauté aurait déduit de cet arrêt que « le décret du 1er février 1993 et l'arrêté du 28 août 1995 pris en exécution de son article 111 sont conformes à cette jurisprudence dès lors que le législateur décretaal a réaffirmé à plusieurs reprises l'obligation essentielle pour les pouvoirs organisateurs de respecter la réglementation relative à la disponibilité par défaut d'emploi et à la réaffectation préalablement à tout engagement à titre temporaire ou à titre définitif ».

A.2.2. La requérante ne conteste pas le fait que les mises en disponibilité, les réaffectations et les remises au travail doivent être réglementées par le législateur de la Communauté française, mais pour les seules questions autres que d'exécution.

Or, la Communauté française impose à un pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement libre subventionné de désigner par réaffectation dans un emploi un enseignant qui a été mis en disponibilité au sein d'un autre pouvoir organisateur : cela a pour effet que le pouvoir organisateur est contraint de désigner un enseignant mis en disponibilité par un autre pouvoir organisateur, donc un enseignant sur lequel son choix - selon son pouvoir d'appréciation libre en la matière - ne s'est jamais porté, et ce sous peine de se voir privé de subventionnement. Ce faisant, la Communauté française ne laisse plus aucune latitude audit pouvoir organisateur, seul compétent, cependant, pour procéder aux désignations des membres du personnel de son enseignement et « ce en violation flagrante de l'article 24, § 5, de la Constitution, des articles 30 et 34 du décret du 1er février 1993 et des articles 8 et 15 de son propre arrêté du 28 août 1995 ».

A.2.3. En ce qui concerne la référence à l'arrêt de la Cour n° 130/98, elle est dénuée de pertinence dès lors que, contrairement à l'hypothèse tranchée par cet arrêt, la présente espèce se caractériserait par le fait que la liberté des pouvoirs organisateurs est incontestablement réduite.

A.3. Le mémoire souligne enfin que, pour d'autres membres du personnel exerçant leurs fonctions dans l'enseignement, c'est le législateur décrétoal lui-même qui, dans le respect des règles de répartition de compétence fixées à l'article 24, § 5, de la Constitution, a fixé les règles de mise en disponibilité et de réaffectation. A titre d'exemple, il est fait référence aux articles 138 et suivants du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, aux articles 65 et suivants du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés et aux articles 79 et suivants du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion.

A.4.1. Dans son mémoire en réponse, la requérante devant le juge *a quo* expose que, en violation de la jurisprudence de la Cour, la délégation donnée par l'article 111 en cause dépasse très largement la simple mise en œuvre de principes adoptés par le législateur : en effet, elle laisse au Gouvernement un très large pouvoir de décision quant à la fixation des règles applicables en matière de mise en disponibilité par perte d'emploi ou perte partielle de charge, de réaffectation et de subventionnement des membres du personnel visés par cette matière.

A.4.2. Quant aux articles 69 et 111*bis* du décret en cause, qu'invoque le Gouvernement de la Communauté française, ils ne permettent pas de considérer que le législateur décrétoal a suffisamment « balisé » la matière.

A l'examen, l'article 69 du décret en cause ne concerne que la mise en disponibilité, à l'exclusion de la réaffectation et de la remise au travail; l'article 111*bis*, quant à lui, ne concerne que les sanctions auxquelles s'expose le pouvoir organisateur qui ne respecte pas cette réglementation.

Par contre, ces deux dispositions ne précisent notamment ni l'ordre selon lequel les membres du personnel perdent leur emploi avant qu'un membre du personnel engagé à titre définitif puisse être placé en disponibilité par perte d'emploi ou perte partielle de charge, ni dans quelles conditions un membre du personnel mis en disponibilité et réaffecté peut être engagé à titre définitif, ni davantage les principes selon lesquels les membres du personnel mis en disponibilité sont réaffectés ou remis au travail : ces éléments essentiels du statut des membres du personnel sont, par contre, réglés respectivement par la section 2 de l'arrêté du Gouvernement du 28 août 1995, par ses articles 5, § 2, et 6, § 2, et par la section 4 dudit arrêté; c'est également cet arrêté qui, en son chapitre IV, réglemente lui-même les « emplois soustraits à la réaffectation et à la remise au travail », sans qu'aucun principe en la matière n'ait été préalablement fixé par le législateur décrétoal lui-même.

Ces exemples établissent, selon la requérante, le caractère essentiel des dispositions prises sur la base de la délégation donnée au Gouvernement par l'article 111 du décret précité, et dès lors la violation de l'article 24, § 5, de la Constitution.

Le Gouvernement de la Communauté française

A.5. Après un rappel des travaux préparatoires de l'article 24, § 5, de la Constitution et de la jurisprudence de la Cour relative à cette disposition, le Gouvernement développe ce que recouvriraient, selon lui, les termes « organisation de l'enseignement » et « éléments essentiels » de cette organisation et confronte à ces définitions l'article 111 en cause.

A.6. Le Gouvernement convient que la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la déclaration en perte partielle de charge, la réaffectation des membres du personnel mis en disponibilité et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente sont des dispositions relatives au statut du personnel enseignant et que, dès lors, ils relèvent de la notion d'organisation de l'enseignement; s'agissant en outre, en l'espèce, de l'enseignement libre subventionné, cette matière relève également de la notion de subventionnement de l'enseignement au sens de l'article 24, § 5, de la Constitution.

Cette matière doit donc être réglée par la loi ou le décret, qui peut toutefois se limiter à en régler les seuls aspects essentiels.

A.7.1. En ce qui concerne les « éléments essentiels » de l'organisation de l'enseignement, le Gouvernement de la Communauté française relève tout d'abord que la jurisprudence tant de la Cour que du Conseil d'Etat admet que, pour autant qu'une habilitation légale ou décrétable existe, le Gouvernement puisse régler par arrêté des questions particulières du statut du personnel enseignant.

Par ailleurs, compte tenu de la compétence générale des pouvoirs exécutifs de régler le statut de leurs agents (article 107, alinéa 2, de la Constitution et article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980), il ne serait pas anormal, par analogie, que, au-delà de l'article 24, § 5, de la Constitution, le Gouvernement de la Communauté française puisse disposer de compétences substantielles quant au statut du personnel enseignant.

A.7.2. Le Gouvernement retrace ensuite l'historique de l'habilitation portée par l'article 111 en cause, dans sa version originale et dans la version actuelle, laquelle résulte d'une modification apportée par l'article 32 du décret du 10 avril 1995; selon les travaux préparatoires de cette disposition, c'est le caractère technique de la réglementation sur la mise en disponibilité par défaut d'emploi et sur la réaffectation qui nécessitait la prolongation de l'habilitation existant à l'origine, justifiée par l'attente de l'entrée en vigueur du décret portant statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

Il est relevé que l'article 111, en aucune de ses deux versions successives, n'a fait l'objet de remarques de la section de législation du Conseil d'Etat, ni, *a fortiori*, d'objections quant au respect de l'article 24, § 5, de la Constitution.

A.7.3. Le mémoire souligne enfin la présence, dans le décret du 1er février 1993, de plusieurs dispositions relatives à la mise en disponibilité, matière à laquelle le décret consacre d'ailleurs une section : outre l'article 111 en cause, sont cités les articles 69, 70 et 111*bis*.

Selon le Gouvernement, c'est sur la base de ces articles 111 et 111*bis* qu'a été adopté l'arrêté du 28 août 1995. L'article 111 du décret du 1er février 1993 ne constitue pas une mesure isolée dans ledit décret, ni quant à la mise en disponibilité, ni quant à la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la déclaration en perte partielle de charge et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente : l'habilitation que cet article donne au Gouvernement est en effet balisée par l'article 111*bis*.

Dès lors, bien que le législateur décrétable n'ait pas, dans l'article 111 en cause, déterminé les modalités de la mise en disponibilité par défaut d'emploi, de la déclaration en perte partielle de charge et de l'octroi d'une subvention-traitement d'attente, il résulte du décret, pris dans son ensemble, et en particulier de ses articles 69 et 111*bis*, que la délégation de compétence est toutefois suffisamment délimitée par des choix posés par le législateur décrétable, qui en a établi les règles essentielles.

Pour le surplus, il revient aux juridictions compétentes, et non à la Cour, de contrôler l'usage fait par le Gouvernement de cette délégation.

A.8.1. Quant à l'argument tiré du fait que, pour d'autres membres du personnel de l'enseignement, le législateur décretaal a lui-même fixé les règles de mise en disponibilité et de réaffectation, le Gouvernement, dans son mémoire en réponse, objecte que l'article 24, § 5, de la Constitution requiert que les dispositions fondamentales ou les aspects essentiels en matière d'enseignement soient arrêtés par les organes élus, mais, au-delà de ces aspects, n'interdit pas que des habilitations puissent être accordées au pouvoir exécutif.

A.8.2. En outre, en ce qui concerne la question de la réaffectation liée à la mise en disponibilité, le paragraphe 3 de l'article 111*bis* prévoirait lui-même une limite à la liberté des pouvoirs organisateurs de procéder à des désignations, dans l'hypothèse particulière visée par la requérante devant le Conseil d'Etat. Le mécanisme critiqué par la requérante devant le Conseil d'Etat trouve donc clairement sa source dans l'article 111*bis* du décret, intégré dans le décret de 1993 par l'article 17 du décret du 17 juillet 1998 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement (*Moniteur belge*, 28 août 1998) - lequel, à supposer que sa constitutionnalité puisse être mise en question, n'est pas soumis à la Cour.

A.9. Dans son mémoire en réponse, le Gouvernement de la Communauté française observe enfin que l'essentiel de l'argumentation de la requérante devant le Conseil d'Etat consisterait à critiquer l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 en ce qu'il a pour effet de donner compétence à la Communauté française pour désigner les membres du personnel enseignant dans l'enseignement libre subventionné, en violation, selon elle, du décret; elle critiquerait en conséquence la décision de la commission régionale de réaffectation qui se fonde sur cet arrêté, qui serait lui-même illégal.

Or, objecte le Gouvernement, la constitutionnalité et la légalité de cet arrêté et de la désignation litigieuse ne relèvent pas de la compétence de la Cour et, d'ailleurs, ne sont pas visées par la question préjudicielle.

Il appartient à la Cour d'examiner la compatibilité de l'article 111 du décret de 1993 avec l'article 24, § 5, de la Constitution, et non la constitutionnalité ou la légalité de l'arrêté de l'exécutif se fondant sur cet article, ni davantage la cohérence interne entre les différents articles du décret.

- B -

B.1.1. La question préjudicielle porte sur l'article 111 du décret de la Communauté française du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

B.1.2. Depuis sa modification par l'article 33 du décret du 10 avril 1995 « portant des mesures urgentes en matière d'enseignement », l'article 111 dispose :

« La mise en disponibilité par défaut d'emploi, la déclaration en perte partielle de charge, la réaffectation des membres du personnel mis en disponibilité et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente sont réglés par le Gouvernement ».

B.2. Le Conseil d'Etat demande à la Cour si la délégation que donne au Gouvernement l'article 111 du décret du 1er février 1993 est compatible avec l'article 24, § 5, de la

Constitution, dès lors que les matières sur lesquelles portent cette délégation sont, selon le juge *a quo*, des matières qui relèvent de l'organisation et du subventionnement de l'enseignement par la Communauté française.

B.3. L'article 24, § 5, de la Constitution dispose :

« L'organisation, la reconnaissance ou le subventionnement de l'enseignement par la communauté sont réglés par la loi ou le décret ».

Cette disposition traduit la volonté du Constituant de réserver au législateur compétent le soin de régler les éléments essentiels de l'enseignement en ce qui concerne son organisation, sa reconnaissance et son subventionnement. L'article 24, § 5, de la Constitution exige que ces compétences déléguées ne portent que sur la mise en œuvre des principes que le législateur décréto a lui-même adoptés. A travers elles, le Gouvernement de communauté ne saurait remédier à l'imprécision de ces principes ou affiner des options insuffisamment détaillées.

B.4. La mise en disponibilité par défaut d'emploi, la déclaration de perte partielle de charge, la réaffectation des membres du personnel mis en disponibilité et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente concernent le statut et/ou la carrière de membres du personnel - notamment de la personne mise en disponibilité ou de celle(s) que sa réaffectation est susceptible d'affecter. Cette matière fait par conséquent partie des règles relatives à l'organisation de l'enseignement au sens de l'article 24, § 5, de la Constitution. L'incidence d'une telle mesure en matière de subvention-traitement concerne, en outre, le subventionnement de l'enseignement au sens de cette même disposition.

Les éléments essentiels de ces matières doivent dès lors être réglés par le législateur décréto lui-même.

B.5.1. L'article 65 du décret du 1er février 1993 prévoit que la mise en disponibilité est une des trois positions de service des membres du personnel.

B.5.2. Par ailleurs, le décret du 17 juillet 1998 a inséré dans le décret du 1er février 1993 un article 111*bis*, lequel, avant sa modification par le décret du 12 mai 2004, disposait :

« § 1er. Le pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité par défaut d'emploi ou la perte partielle de charge.

Dans le cas de la perte partielle de charge, la perte de la subvention-traitement est limitée au nombre de périodes perdues.

§ 2. Le pouvoir organisateur qui omet de signaler aux commissions de réaffectation l'emploi occupé par un membre du personnel temporaire et qui est susceptible d'être annoncé à la réaffectation, à la remise au travail ou au rappel provisoire en service, perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée à ce membre du personnel.

§ 3. Le pouvoir organisateur qui a refusé, sans motif valable, de donner suite à une réaffectation, à une remise au travail ou à un rappel provisoire à l'activité décidé par l'organe de réaffectation créé par le Gouvernement ou qui ne satisfait pas à ses obligations en matière de reconduction des réaffectations, des remises au travail ou des rappels provisoires en service perd le bénéfice de la subvention-traitement accordée au membre du personnel temporaire qui occupe l'emploi attribué à cette réaffectation, cette remise au travail ou ce rappel provisoire en service.

§ 4. Le Gouvernement adresse au pouvoir organisateur une mise en demeure par laquelle il l'invite, dans un délai de trente jours à dater de cette mise en demeure, à apporter la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des paragraphes 1er à 3. Le Gouvernement peut, par arrêté, déléguer cette compétence au ministre fonctionnellement compétent.

Si, à l'échéance de ce délai de trente jours, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve de ce qu'il ne se trouve plus dans un des cas d'application des paragraphes 1er à 3, il perd, comme indiqué à ces paragraphes, le bénéfice de la subvention-traitement pour une période qui débute à l'échéance du délai de trente jours précité et qui court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il ne se trouve plus dans un cas d'application des paragraphes 1er à 3.

Une copie de la mise en demeure visée à l'alinéa 1er est notifiée au membre du personnel concerné.

§ 5. Le membre du personnel qui ne s'est pas présenté au pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté, remis au travail ou rappelé provisoirement en service, perd le bénéfice de toute subvention-traitement ou subvention-traitement d'attente à dater du jour où il aurait dû se présenter auprès de ce pouvoir organisateur. Le paiement de la subvention-traitement d'attente ou de la subvention-traitement sera rétabli à dater du jour où la commission centrale de réaffectation aura donné gain de cause au membre du personnel qui aurait introduit un recours auprès d'elle ».

En adoptant cet article 111*bis*, le législateur décrétoal a précisé lui-même diverses obligations, notamment d'information, qui pèsent sur un pouvoir organisateur à la suite de la mise en disponibilité d'un membre de son personnel (paragraphe 1er) et sur ce membre lui-même (paragraphe 5); ce même article détermine également les sanctions attachées au non-respect desdites obligations, selon le cas à charge du pouvoir organisateur (paragraphe 2 et 3) ou du membre du personnel mis en disponibilité (paragraphe 5).

B.5.3. Enfin, l'article 69 du décret du 1er février 1993, dans sa version applicable aux décisions soumises au juge *a quo*, prévoyait déjà qu'un membre du personnel de l'enseignement libre subventionné pouvait être mis en disponibilité par son pouvoir organisateur dans les mêmes conditions que dans l'enseignement de la Communauté. Le même article 69 précisait que toute mise en disponibilité pour laquelle une décision du ministre ou de son délégué était nécessaire en vue de l'octroi du traitement d'attente, devait être soumise par le pouvoir organisateur à l'approbation du Gouvernement de communauté.

En déclarant ainsi applicables au personnel de l'enseignement libre subventionné les règles et conditions de mise en disponibilité qui, en cette matière, régissent le personnel de l'enseignement de la Communauté française, l'article 69 du décret du 1er février 1993 a pour effet de faire régir la mise en disponibilité du personnel de l'enseignement libre subventionné par un ensemble de règles qui, bien qu'applicables par référence, sont de nature décrétoale en ce qui concerne cet enseignement. Il y a lieu en effet de considérer que, en adoptant l'article 69, le législateur décrétoal s'est approprié, pour l'enseignement libre subventionné, le contenu des règles applicables, en matière de disponibilité, dans l'enseignement de la Communauté, et ce indépendamment de la nature décrétoale ou réglementaire de ces règles en ce qu'elles régissent l'enseignement de la Communauté française.

Par ailleurs, toutes les modifications postérieures à 1996 ont été faites par voie décrétoale.

B.6. Il résulte de ce qui précède que le législateur décréte a déterminé lui-même, soit directement, soit par référence, les éléments essentiels des matières sur lesquelles porte la délégation donnée au Gouvernement par l'article 111 du décret du 1er février 1993.

B.7. La question préjudicielle appelle une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 111 du décret de la Communauté française du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné ne viole pas l'article 24, § 5, de la Constitution.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 30 octobre 2008.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

M. Melchior